

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 novembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre et le quatorze novembre à dix- neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, DURIEU Joël, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SAUGET Elisabeth, SOUBEYRAND Jacky, LEYNAUD Michel, BOYER Alain, TEYSSIER Nicolas, ROGIER Monique, JOLY Delphine, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE André, GUIBERT Alexandra

Excusés : ESSAYAR Khalid (pouvoir à Max Bouschon), TASTEVIN Marie-Françoise (pouvoir à Cécile FAURE), VERNEDE Corinne (pouvoir à Alain Boyer), MARRON Corentin (pouvoir à Stéphane CIVIER), ARMAND Michel (pouvoir à Jacques Daumas)

Absente : AMRANI Hasiba

Secrétaire de séance : Max BOUSCHON

Date de la convocation :

Délibération n°39

7 novembre 2024

OBJET : **Dérogations au repos dominical accordées par le Maire dans les commerces de détail pour l'année 2025 – Secteur « Automobile »**

Transmis au représentant
de l'Etat le : 19 NOV. 2024
Affiché le :
Notifié le : 19 NOV. 2024

Administration générale

Pôle Citoyenneté

DEROGATIONS AU REPOS DOMINICAL ACCORDEES PAR LE MAIRE DANS LES COMMERCES DE DETAIL POUR L'ANNEE 2025 – Secteur « Automobile »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2121-29, L 2121-1 à L2121-23, R2121-9 et R2121-10 qui concernent le conseil municipal et ses modalités de fonctionnement.

Vu le Code du Travail et notamment ses articles L 3132-20, L 3132-21, L 3132-22, L 3132-23, R3132-2, L 3132-26 et L 3132-27,

Vu la loi n° 2015-990 du 06 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques qui prévoit d'étendre à 12 le nombre de dérogations au repos dominical,

Considérant la demande d'avis à l'EPCI en date du 08 août 2024 et son avis favorable émis le 03 septembre 2024,

Considérant la demande d'avis à la CCI le 08 août 2024 et son avis favorable émis le 09 septembre 2024,

Considérant les demandes d'avis aux organisations patronales et salariales, le 09 août 2024,

Considérant la réponse du syndicat CFE-CGC Ardèche en date du 09 août 2024,

Considérant la réponse du syndicat MEDEF Drôme-Ardèche en date du 21 août 2024,

Considérant la demande de Monsieur Claude CHAPOUAN, Président MOBILIANS Drôme Ardèche, en date du 15 juillet 2024, pour le secteur « AUTOMOBILE »

Considérant l'intérêt économique d'une ouverture exceptionnelle à caractère dérogatoire pour ce secteur.

Considérant que seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit peuvent travailler le dimanche. La contrepartie qui leur est accordée correspond à :

- un salaire au moins double (soit payé à 200 % du taux journalier),
- un repos compensateur, équivalent en nombre d'heures travaillées ce jour-là, payé dans le cadre du maintien du salaire mensuel.

Considérant que la liste de ces dimanches doit être arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante.

Il est proposé au Conseil municipal d'accorder une dérogation au repos dominical dans les commerces de détail pour l'année 2025, pour le secteur de l'automobile aux dates suivantes :

19 janvier 2025,
16 mars 2025,
15 juin 2025,
14 septembre 2025,
12 octobre 2025.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (8 oppositions : Henri Delauche, Benoit Perrusset, Cloé Simon, Patricia Roux, Guillaume Vermorel, Alexandra Guibert, André Constanzo, Alexandra Cauquil) :

- **Approuve** les dates de dérogations au repos dominical proposées pour l'année 2025 pour le secteur de l'automobile ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Extrait certifié conforme,

Le Maire

Jean-Yves MEYER



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)